

DE L'ALGÉRIE A LA REFORME FOUCHET : CRITIQUE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT

Il est évident que l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes ; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle ; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses, la théorie est capable de pénétrer les masses, dès qu'elle procède à des démonstrations *ad hominem*, et elle fait des démonstrations *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Etre radical, c'est prendre les choses par la racine.

K. MARX (*Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel*)

Il y a à peine plus d'un an, les *Temps Modernes* publiaient « Naissance d'un syndicalisme étudiant ». Le courant qui inspirait cette étude a pris depuis la direction de l'U.N.E.F. et ses analyses, certes modifiées par la pratique, sont devenues celles du mouvement. Le projet de réforme de l'enseignement supérieur a dévoilé, malgré ses incohérences et son vide, la politique fondamentale du régime à l'égard de l'Université, sa volonté de l'industrialiser, d'en faire la chose docile et rentable de la classe dominante, confirmant ainsi notre analyse d'alors. En clair, la « prise de pouvoir » de la gauche de l'U.N.E.F. a acquis une double légitimité, reconnue par le mouvement dans son ensemble et confirmée par les faits ; elle tire son hégémonie de sa capacité à proposer, sur la base d'analyses confirmées par les faits, des solutions politiques rationnelles.

Et pourtant, en moins d'un an, après s'être scindée, la gauche de l'U.N.E.F. décide brutalement de se saborder, de quitter la direction d'une organisation dont elle dit ne plus avoir le contrôle, dans la pratique de laquelle elle ne retrouve plus son

projet politique, mais un projet implicite, totalement antagoniste au sien. « Il n'y a rien à interpréter : il y a la tiédeur et le silence ¹. » Il s'agissait là d'une fuite : il faut reprendre la démarche à zéro, tenter de dévoiler les fondements réels, au niveau des faits, d'abord, de l'histoire « objective ». Mais à s'en tenir à leur description, peut-être manque-t-on encore l'essentiel : c'est le projet lui-même qu'il faut revoir, tel qu'il se dégagera de l'analyse et de la description. Il n'est pas sûr, cependant, qu'au terme de cette première démarche, nous ne nous trouvions pas dans une impasse. Il n'est pas sûr non plus que la solution se profile et qu'il ne faille pas repartir d'ailleurs. Ni même que ce soit à nous de la trouver. Nous essaierons d'en dégager au moins les prémisses. Commençons par le commencement.

I

L'orientation « universitaire de l'U.N.E.F. a vu le jour dans la confusion d'une pluralité de thèmes dont le seul dénominateur commun était de mettre prioritairement l'accent sur les problèmes du travail étudiant, entendus au sens large.

Ainsi, des conditions matérielles de travail (manque de locaux, d'équipements, d'enseignants) et leur corrélatif direct (manque de crédits à l'Éducation nationale), on passait à la situation de travail de l'étudiant (statut d'assisté social et de passivité intellectuelle dans le rapport pédagogique) et aux conditions de la formation universitaire (structures, contenu et finalités de l'enseignement supérieur ²).

1. « De quoi meurt l'U.N.E.F. » *Nouvel Observateur*, 14 janvier 1965.

2. Extraits de la plateforme présentée par la F.G.E.L. (*Paris-lettres*) et l'A.G.E.M.P. (*Paris-médecine*), au congrès de Dijon (mars 1963) et refusée par le congrès :

« ... Le 52e Congrès de l'U.N.E.F. décide d'orienter l'action générale du mouvement dans deux directions essentielles :

« 1° Dans l'Université, la recherche de tous les moyens capables d'instaurer effectivement une activité démocratique des étudiants (groupes de travail, comités d'amphis, dialogue avec les professeurs sur le contenu et les méthodes d'enseignement, cogestion de l'Université, resserrement des liens entre le travail productif et le travail de rentabilité différée, notamment par une politique concertée, extensive et démocratique des stages).

« 2° Hors de l'Université et pour tout ce qui concerne la situation sociale de l'étudiant, la recherche d'un front syndical uni, intégrant l'étudiant à l'ensemble des travailleurs dans les revendications nationales fondamentales (politique de construction sociale, développement des

Le modèle « démocratique » qui lui était opposé était celui d'un enseignement unitaire, rationnel, responsable, autogéré, etc. Si la hiérarchisation des thèmes revendicatifs s'effectuait entre les revendications « de consommation » et celles concernant le travail, à l'intérieur de ces dernières aucun plan cohérent ne se faisait jour.

D'où des équivoques, d'où aussi des « déviations », l'éclatement de la « tendance » qui se transforme en « orientation » en devenant majoritaire.

Un des signes caractéristiques en fut le mythe du Congrès de Dijon. On répète aujourd'hui que l'orientation universitaire y est née. Or, au sortir du congrès, la gauche « universitaire » s'estimait vaincue. Elle l'était : son candidat à la présidence avait été battu de 30 voix, et si la majorité avait supplié deux autres de ses leaders de monter au bureau national, c'est parce que le « centre » et la « droite »³ se savaient battus sur le fond et incapables de diriger le mouvement, malgré leur prépondérance numérique.

Dijon est en fait caractéristique d'une situation qui n'a fait que se cristalliser par la suite, jusqu'aujourd'hui. Droite et centre sont majoritaires et vainqueurs dans les votes, mais sur le plan idéologique, c'est la gauche qui gagne et exerce son hégémonie.

organisations de culture, loisirs et éducation populaire, extension du champ d'application et contrôle démocratique de la Sécurité sociale).

« La démocratisation de l'enseignement, problème de tous, doit être l'affaire de tous.

« Pour réaliser ces objectifs, le mouvement doit repenser son organisation et son fonctionnement interne, dans l'optique d'un syndicat de masse.

« La participation la plus large de l'ensemble des étudiants aux décisions, au contrôle et à la vie du mouvement implique :

« 1° D'une part, la diffusion par tous les moyens et la discussion des objectifs clairement formulés du mouvement : objectifs qui sont l'alternative à offrir, à tous les niveaux, aux projets des pouvoirs publics.

« 2° D'autre part l'établissement de structures décentralisées permettant aux étudiants de prendre conscience des problèmes qui les concernent, de les prendre en charge eux-mêmes au sein du syndicat (comité d'amphis, groupes de travail).

« 3° Dans ce travail, l'U.N.E.F. se doit de s'intéresser à tous les aspects de cette prise de conscience individuelle de la situation d'étudiant, quelles qu'en soient les formes, ce qui justifie l'organisation rationnelle d'enquêtes sur le milieu, celles-ci devant toujours être envisagées sous l'angle de la participation aux enquêtes et de l'information réciproque. »

3. Ces notions sont fluctuantes. Nous appelons « Centre, ici, les associations à forte activité gestionnaire, défendant la priorité des revendications de consommation, et « Droite » les associations apolitiques traditionnelles, évincées de la direction de l'U.N.E.F. en 1956.

Dijon marque seulement la capacité de la gauche, issue du F.U.A. et de différents secteurs de lutte contre la guerre d'Algérie, de passer à l'offensive sur le plan syndical, tandis que le centre et la droite, réduits à la défensive, perdent l'initiative ; ce qui était en fait la situation de la gauche jusqu'en novembre 62. Dès lors, les rôles sont inversés.

La conséquence en sera une domination idéologique de la gauche, qui dure encore, sur un mouvement où elle est objectivement minoritaire. Incapables de se battre au fond, le centre et la droite adoptent finalement la ligne « universitaire », mais fatalement la déforment à la mesure de leur idéologie implicite. Le corporatisme universitaire, dont le danger est aujourd'hui patent, n'a pas d'autre origine. On peut ainsi, en examinant les thèmes d'action ou de réflexion proposés, retracer l'évolution du phénomène et marquer les joints de clivage aujourd'hui.

En 1962-63, les thèmes agités par la F.G.E.L., après une campagne sur le manque de locaux et de professeurs, sont ceux du travail universitaire, de ce que l'on appelle encore la cogestion de l'Université, de l'allocation d'études et des photocopiés gratuits.

La F.G.E.L. mène parallèlement - sans autres liens que les mots d'ordre vagues de « prise en charge par les étudiants de leurs problèmes » et « lutte contre la technocratisation de l'Université » - deux recherches et deux actions. La première, conséquence directe de sa campagne du premier trimestre, porte sur la cogestion de l'Université, vieux mot d'ordre de l'U.N.E.F. Mais le contenu est tout autre ; très vite cette revendication portera le nom de « contrôle étudiant » sur les études. De cette époque datent les négociations avec le Doyen et l'Assemblée de Faculté sur « les comités mixtes » (huit mois après, la Faculté rompra brutalement les discussions⁴.)

La seconde s'axait sur l'analyse de la nature et des conditions du travail étudiant. Analysant ce travail comme improductif et purement passif, la F.G.E.L., parallèlement à la mise en place de groupes de travail étudiants (nommés G.T.U. trois mois plus tard) « pour un travail collectif et responsable », reformulait, concurrentement au Comité national universitaire pour la santé mentale⁵ les justifications économiques de l'allocation d'études

4. Cf. T.M. n° 213, Février 64-« Naissance d'un syndicalisme étudiant », 1465-66, note 6.

5. Le C.N.U.S.M., organe de recherche et de réflexion créé par la Mutuelle nationale des Étudiants, élargit cette année-là le champ de son travail et ainsi se transforme. De lui naîtra le C.E.R.S., Centre d'études et de recherches syndicales, créé au congrès de Dijon conjointement par la M.N.E.F. et l'U.N.E.F.

et sa dynamique propre. Elle remettait en cause les rapports pédagogiques et définissait un mode concret de participation des étudiants à leur formation, en revendiquant un centre d'édition de photocopiés, distribués gratuitement à tous les étudiants, cogéré par les étudiants, les professeurs et l'administration. Revendications toutes corporatives, par la nature même du syndicat, mais sous-tendues par une analyse politique explicite de leurs significations et conçues comme des réponses aux initiatives technocratiques du Pouvoir, nommément désignées. Il en va ainsi des groupes de travail autonomes, qui furent au départ une réponse aux projets gouvernementaux d'institution de « moniteurs » (sous-encadrement pédagogique). Revendication « politisée » également par une référence permanente à l'action inter-syndicale telle qu'elle s'affirme à la fois dans le soutien apporté à la grève des mineurs et dans l'analyse des limites des luttes étudiantes et de leur nécessaire convergence avec les luttes ouvrières⁶

Les actions et les mots d'ordre sont semblables dans d'autres associations parisiennes : photocopiés gratuits, en droit, stages de formation, externat pour tous, allocation d'études, en médecine, études sur la réforme de l'enseignement dans les E.N.S.

6. CI. Rapport d'orientation du bureau de la F.G.E.L. 62-63

« ... Nous voulons faire un syndicat de masse, soit ; mais pourquoi, si ce n'est pour que le mouvement démocratique soit plus fort d'une part, et que, d'autre part, les étudiants se rangent résolument du côté des travailleurs, c'est-à-dire du côté de leur intérêt, que ce ralliement soit objectivement justifié à leurs yeux, qu'enfin : pour être efficaces nous nous appuyions sur des forces qui nous aident à insérer notre intérêt particulier dans l'intérêt général de la société.

« C'est dire que la qualité des liens que nous pouvons avoir avec le mouvement ouvrier n'est pas indifférente à la façon dont nous posons les problèmes et dont nous envisageons notre action en tant que mouvement étudiant, tant auprès des étudiants qu'à l'extérieur. La solidarité avec les syndicats ouvriers passe pour nous non pas par une vague entente sur une idéologie démocratique et sur sa défense, mais par une communauté de points de vue sur les problèmes concrets qui nous touchent les uns comme les autres. Je n'en veux pour exemple que la plate-forme commune qui a été signée il y a un mois au niveau parisien sur les problèmes du logement, plate-forme qui, après accord sur un certain nombre de lignes générales, prévoit l'élaboration commune de solutions techniques et politiques. C'est de cette seule façon que nous pourrions faire prendre conscience à la masse des étudiants que *leurs intérêts se trouvent du côté des travailleurs.*

« C'est aussi de cette seule façon que notre lutte pour la démocratie et la transformation de certaines structures sera efficace et aura une réelle justification et un réel contenu.

En province, seule l'Association de Rennes a une action autonome et originale. Après une enquête sur les étudiants d'origine agricole, l'A.G.E. organise une table ronde qui se poursuivra pendant six mois avec les syndicats ouvriers, paysans et enseignants, d'où sortira un projet de réforme directement inspiré du plan Langevin-Wallon et un projet d'allocation d'études à tous les étudiants.

Du congrès de Dijon à celui de Toulouse, deux phénomènes émergent particulièrement : l'orientation « universitaire » gagne progressivement l'ensemble des A.G.E. ; au sein de la tendance-mère des divergences politiques se développent, qui ne cesseront de s'approfondir par la suite.

La rentrée universitaire 63-64, désastreuse sur le plan matériel, voit l'éclosion de luttes revendicatives particulièrement intenses.

Début novembre déjà, la F.G.E.L. avait réussi, lors de la rentrée solennelle des facultés, à empêcher le ministre Fouchet d'entrer à la Sorbonne. Durant tout le mois, la faculté des lettres sera le théâtre de grèves multiples, de meetings quasi quotidiens où les thèmes revendicatifs « matériels » (salles de travail et assistants plus nombreux) se veulent également « qualitatifs » (plutôt des travaux pratiques que des cours magistraux). Partout en France l'action revendicative se développe avec des succès inégaux, mais c'est à Paris qu'elle atteindra son point culminant, le 29 novembre, après une semaine de grève nationale de l'Université. Ce jour-là, malgré une gigantesque mobilisation policière, 10 000 étudiants manifestent dans la rue et l'une de leurs banderoles proclame : « L'Université que nous voulons est celle de tous les travailleurs. »

C'est alors que la F.G.E.L. tente un retour sur elle-même par la recherche d'un type nouveau de structures syndicales, permettant tout à la fois de capitaliser l'agitation des actions antérieures dans une pratique syndicale permanente, et de créer les conditions d'une participation de la base aux prises de décision. Parallèlement, et à la suite de l'échec des « comités mixtes », elle lance la revendication de la reconnaissance de la section syndicale de faculté, portant au niveau institutionnel le thème vague de « contrôle étudiant » de l'année précédente. Par ailleurs, elle s'astreint à une clarification politique de l'orientation universitaire, en opposition aux tendances corporatistes et modernistes qui commencent à naître dans le mouvement ; elle définit l'allocation d'études comme la revendication fondamentale du moment, en la liant à l'ensemble des interventions syndicales sur le statut

de l'étudiant, le contenu et les structures de l'enseignement⁷. Ces thèmes sont largement repris par le mouvement et ce d'autant plus que depuis l'Assemblée générale de septembre 1963, un renversement de tendance s'est effectué à la direction de l'U.N.E.F. Certes, des clivages politiques se manifestent entre les associations comme au sein du bureau de l'U.N.E.F., où la gauche universitaire s'oppose aux réformistes modérés ; mais c'est encore la F.G.E.L. qui garde l'hégémonie idéologique : le centre et la droite semblent complètement écrasés.

C'est alors qu'éclate l'affaire du 21 février, qui voit la rupture entre la F.G.E.L. d'une part, et la plupart des A.G.E. et le bureau de l'U.N.E.F., d'autre part, ainsi que l'écroulement interne de la F.G.E.L. elle-même.

L'événement est suffisamment connu pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rappeler les détails. Pendant une campagne revendicative relativement modérée, à l'échelon parisien, sur les photocopies gratuits, on annonce la venue à la Sorbonne de Fouchet, accompagnant le président de la République italienne. La F.G.E.L. décide, appuyée par le bureau de l'U.N.E.F. d'entamer une épreuve de force en annonçant une grève avec occupation des locaux le jour de la visite officielle, en reprenant, autour du thème de novembre « la Sorbonne aux étudiants », (devenu « La Sorbonne appartient à ceux qui y travaillent ») les revendications de contrôle étudiant. L'échec complet de la manifestation prévue, confinant à la déroute, révèle la faiblesse de la pénétration des mots d'ordre et des mesures de décentralisation du syndicat ;

7. Dans la déclaration d'orientation du bureau de la F.G.E.L., le 9 décembre 1963, on lit notamment.

« ...Le nombre d'étudiants effectuant un « travail noir » prouve que la situation matérielle du monde étudiant pose un problème plus vaste que celui des bourses ; mais il prouve également que ce ne sont pas seulement des critères financiers qui déterminent le choix d'un « travail noir » par l'étudiant, mais bien souvent une volonté d'indépendance à l'égard de la famille. Indépendance sociale, indépendance culturelle et professionnelle vont de pair.

« Une telle revendication suppose, en effet, l'abandon des critères sociaux au profit des critères universitaires pour l'attribution et le renouvellement de l'allocation. Le seul critère universitaire actuellement possible reste la réussite aux examens. Or, les revendications actuelles sur les conditions de travail, dont le fondement théorique et la dynamique syndicale peuvent encore sembler abstraites et idéalistes à une grande masse d'étudiants, deviennent alors les exigences les plus immédiates : de mauvaises conditions de travail préparent l'échec à l'examen et l'échec signifie la suppression de l'allocation. D'autre part, et très vite, le critère de l'examen apparaît dans sa pleine absurdité et la remise en question du contenu et de la fonction de l'enseignement supérieur est liée à la contestation de ce critère. »

Cahiers de l'U.N.E.F., n° spécial, janvier 1964.

il met en lumière une pratique politique complètement étrangère à la masse des étudiants, que la direction de l'U.N.E.F. dénonce avec violence, sauvant ainsi un prestige dangereusement compromis.

A peu près au même moment, l'association de Strasbourg travaille quasi exclusivement sur le plan intersyndical et les problèmes de réforme de l'enseignement, et obtient, malgré un empirisme naïf, d'incontestables succès sur le plan régional.

Nombre d'A.G.E. (Bordeaux, Lyons Rennes, Nantes, sont les plus marquantes) tentent de concrétiser l'orientation universitaire de manière autonome, mais toutes centrent essentiellement leur intervention sur les problèmes du statut étudiant et des méthodes pédagogiques : que ce soit par l'implantation des G.T.U., le développement des colloques professeurs-étudiants ou la revendication des photocopiés gratuits.

Le secteur universitaire du bureau de l'U.N.E.F., en commun avec le Cartel des écoles normales supérieures, approfondit sa réflexion sur la liaison entre les revendications universitaires, la réforme de l'enseignement supérieur et la pratique universitaire de base du milieu étudiant.

Autant de préoccupations et de réflexions qui convergeront au Congrès de Toulouse dans l'élaboration d'un texte d'orientation générale, adopté à la quasi-unanimité. Ce congrès cristallise néanmoins l'isolement de la F.G.E.L., celui des « aventuristes du 21 février », mais aussi celui d'une association à laquelle on reproche de par trop politiser la ligne universitaire ; c'est contre elle que s'élabore le mythe de la démarche syndicale (que nul ne reprendra plus trois mois plus tard) voie royale par laquelle aucune médiation politique ne serait nécessaire pour appréhender l'insertion dans un contexte plus global des problèmes universitaires la simple pratique syndicale au niveau le plus élémentaire devrait suffire.

L'ambiguïté du texte adopté se manifeste à l'évidence lors de la désignation de la direction de l'U.N.E.F. : en sont brutalement exclus les dirigeants de la F.G.E.L., et trois militants ayant occupé précédemment une fonction nationale. A ce niveau, le 21 février devient un prétexte pour refuser les implications politiques de l'orientation universitaire : ce n'est ni clairement affirmé, ni même, encore, pleinement conscient pour la majorité du Congrès ; mais les votes et les choix personnels témoignent dans de nombreuses A.G.E. d'une pratique syndicale purement corporatiste.

Le Congrès de Toulouse, et plus encore les assemblées générales qui suivront, expriment aussi une rupture latente entre les dis-

cussions de l'appareil et la réalité du milieu étudiant. Aussi bien la scission idéologique de l'ancienne tendance universitaire, mal dessinée à Toulouse et seulement affirmée à l'Assemblée générale de septembre, portera-t-elle sur les divergences politiques des différents leaders autant que sur ce malaise fondamental de l'U.N.E.F.

Les termes du débat ont été suffisamment publics pour que nous ne les rappelions pas longuement. A la suite de la promulgation de la réforme Fouchet, la majorité du bureau de l'U.N.E.F., s'estimant confirmée dans son analyse, et de l'orientation universitaire dans son ensemble, décide de proposer au mouvement une plate-forme revendicative essentiellement centrée sur des réformes de structures alternatives aux propositions gouvernementales, en se donnant comme axe stratégique la lutte contre la technocratisation de l'Université⁸

Sans se cacher les difficultés de l'entreprise et la nécessité de ne pas la mener seul, le courant qui défend cette ligne, conscient aussi de l'impossibilité de réaliser dès maintenant sur le fond une unité intersyndicale, affirme la possibilité de réaliser de façon autonome, et de faire aboutir, un certain nombre de revendications partielles, notamment sur la propédeutique.

A cette orientation, l'autre courant de la gauche, qui fait la même analyse des projets gouvernementaux, oppose une double critique, politique et organisationnelle. Il n'est pas possible, selon lui, à moins de céder complètement à la tentation réformiste, de sauvegarder l'autonomie syndicale en se bornant à des revendications partielles. Pour lui, la réforme de l'Université, visant à réadapter les structures de celle-ci à des fonctions nouvelles (imposées par les modifications de l'infrastructures et l'évolution de la division technique du travail), est fondamentalement marquée du sceau de la classe dirigeante. C'est donc seulement à partir d'une analyse antagoniste qu'on peut fonder une stratégie de réformes de structures, visant nécessairement au-delà des seules structures universitaires ; et ce n'est plus là la vocation du syndicat étudiant. Mais ce n'est pas non plus la sienne que d'aider le pouvoir à mieux réaliser sa réforme, en se bornant à exprimer des revendications technicistes. De plus, et c'est là qu'intervient le problème organisationnel, l'extrême désorganisation du mouvement, la faiblesse de son implantation risquent dangereusement de châtrer les revendications partielles du projet

8. En ce qui concerne l'analyse du plan Fouchet et la nature des réformes proposées par l'U.N.E.F., cf. *Le manifeste de l'U.N.E.F. pour une réforme démocratique de l'enseignement supérieur*. Supplément aux *Cahiers de l'U.N.E.F. Octobre 1964*.

politique global qui les sous-tend, dans la mesure où il n'est pas possible, d'envisager à court terme des luttes de masse sur ces thèmes.

Aux propositions du Bureau national, une minorité oppose alors une plate-forme beaucoup plus traditionnelle et hétéroclite qui, tout en donnant la priorité à la dénonciation du plan Fouchet, entend la lier à une campagne revendicative portant à la fois sur la revendication d'une université unitaire et non dualiste, sur l'allocation d'études pour tous les étudiants et sur un budget conséquent de l'Éducation nationale. Cette campagne doit pouvoir susciter une plate-forme intersyndicale et un travail commun avec les mouvements de jeunesse, garants essentiels de la non corporisation des luttes étudiantes.

Sur cette proposition une majorité hétérogène se rassemble, qui met en place un nouveau bureau de l'U.N.E.F. où les anciens dirigeants de la F.G.E.L. occupent une place importante. Le demi-échec de la campagne revendicative, l'échec presque total du travail intersyndical, le constat *de visu* par les dirigeants nationaux de la pratique franchement corporatiste de nombre d'A.G.E. en province, vont conduire la direction de l'U.N.E.F., à mettre au centre de sa plate-forme revendicative l'allocation d'études, comme double facteur de mobilisation du milieu et d'intervention du syndicat sur le statut étudiant. Mais, cette fois, aucune majorité ne se dégage, on vote pour éviter la crise. Le centre et la droite, peu à peu réapparus durant les mois précédents, jouent un rôle prédominant, face à une gauche divisée qui continue à mener, dans un vide inquiétant, un débat dont nul ne comprend plus très bien les termes ni la portée.⁹

Le 16 janvier 1965, le secrétariat général de l'U.N.E.F. démissionne en entier, déclenchant dans l'appareil national une crise qui depuis bien longtemps déjà pourrissait peu à peu la base même du Mouvement.

Il serait réconfortant si cette crise pouvait être expliquée par l'incohérence, voire la fausseté de l'analyse qui a soutenu l'orientation de l'U.N.E.F., ou même par les fautes de ses dirigeants. Le remède serait alors plus qu'à moitié trouvé.

En fait, cependant, l'analyse s'est révélée juste à des nuances près ; elle a été confirmée et les conséquences qu'en a tirées l'U.N.E.F. pour l'orientation du mouvement ont progressé vers une rigueur croissante.

La cohérence du projet de l'U.N.E.F. n'est donc pas en cause, dé non plus. Le refus de la politique du moindre mal ou des aménagements partiels ; le refus de la technocratisation de l'Uni-

9. Cf. à ce sujet « De quoi meurt l'U.N.E.F. », op. cit.

versité ; la volonté de fonder le syndicalisme étudiant sur une stratégie revendicative axée sur les problèmes universitaires sont des réponses cohérentes et bien adaptées à la situation. Quant aux dirigeants, ils ont certes commis des fautes, mais celles-ci ne furent pas grossières au point d'expliquer la crise ; les changements du personnel n'ont jamais permis un redressement profond de la situation.

De fait, ce qui est en cause, c'est la possibilité même de constituer un syndicalisme étudiant à partir du seul projet syndical possible dans les conditions présentes cohérent en lui-même, adapté à la réalité, ce projet semble ne pas pouvoir être traduit en une praxis syndicale de masse. Il rencontre une limite infranchissable dans le milieu qu'il vise à mobiliser (et qui est lui-même un produit médiat de la société dans laquelle il baigne et qu'il reflète à sa manière spécifique), et dans lequel, malgré son sens explicitement politique, il induit une pratique qui reste corporatiste. D'où finalement la coupure entre l'appareil et sa base : il ne semble plus, comme en 1960 ou en 1962, que la revendication étudiante puisse être traduite en action syndicale, ni que le milieu conserve une « vocation » à être syndicalisable. L'impasse est là.

C'est donc le milieu étudiant qu'il s'agit de prendre pour objet de notre analyse, non pas « en lui-même » et dans ses déterminations *internes* seulement, mais en tant aussi que ses contradictions propres sont des manifestations spécifiques de contradictions de classe qui le travaillent du dehors.

II

Il est devenu banal aujourd'hui d'analyser la crise de l'Université comme une expression historique violente de la contradiction principale du capitalisme, par la médiation d'une contradiction secondaire la contradiction entre le système d'enseignement et les nécessités engendrées à ce niveau par le développement des forces productives.

En termes techniques, on la nomme pudiquement désadaptation de l'Université par rapport à l'économie.

Cette brèche historique dans la pseudo-rationalité capitaliste incite tout militant révolutionnaire à s'y pencher, a fortiori s'il est étudiant. Sans aller jusqu'à en faire « la contradiction de notre époque, », il faut la reconnaître comme particulièrement significative des rapports de classes (et pas seulement aux termes d'une analyse compositionnelle de la population universitaire).

Il n'est pas dans notre propos de refaire l'analyse qui conduit à cette conclusion. Précisons simplement que l'intervention

d'une nécessité économique restée jusque-là à un niveau secondaire, n'est qu'une des multiples contradictions du système économique capitaliste ; plus précisément, elle n'apparaît qu'à un certain niveau de progrès des forces productives, venant renforcer la contradiction fondamentale du système ; mais son irruption spécifie momentanément un niveau historique de la praxis révolutionnaire. Ce problème de la formation et de la qualification des travailleurs est déjà au centre des préoccupations de Marx dans son *Adresse aux travailleurs*, à Genève, en 1860; pour , Marx cette contradiction se révélait très secondaire historiquement ; néanmoins, il la signale comme l'une des manifestations . les plus caractéristiques de l'oppression générale de la bourgeoisie sur le prolétariat. Reconnaître aujourd'hui que l'accroissement des forces productives, que le capitalisme ne peut empêcher, pose ce problème, c'est simplement comprendre comment la contradiction principale s'exprime dans une contradiction secondaire à un moment historique donné.

C'est là ce qui justifie l'importance accordée aux luttes étudiantes. Pour lever toute ambiguïté quant au niveau où nous nous situons, il convient de préciser que ce phénomène, spécifique d'une certaine manière de l'accroissement des forces productives en pays capitaliste avancé, renvoie à l'écroulement mondial du système de valeurs bourgeois, en tant que le système se révèle incapable de rendre compte de la réalité et de la contenir. L'écroulement des valeurs universitaires traditionnelles n'est qu'un aspect particulier de cette déroute générale ; on en trouvera d'autres aspects dans ce « problème de notre temps » que sont les révolutions nationales et les formes empruntées par l'impérialisme bourgeois ; les vieilles valeurs morales y révèlent leur néant et une intervention politique de la masse étudiante s'affirme là aussi.

L'évolution de la lutte des classes au niveau international rend compte également du rôle joué par les étudiants dans les luttes contre la bourgeoisie, quelles qu'en soient les formes. Souligner la spécificité de la lutte politique menée par les étudiants dans les pays sous-développés, et accuser les étudiants français de les confondre avec le niveau et la signification de leurs propres luttes, par exemple, peut dans ce cadre vouloir dire deux choses :

1° *Ou bien*, que les luttes qui se déroulent en pays sous-développés ont, un tel caractère spécifique qu'on ne peut les analyser dans les mêmes termes que celles qui se déroulent dans les pays capitalistes avancés. Ce qui revient à dire, soit que l'analyse et la théorie marxiste sont incapables de rendre compte de deux phénomènes dans une perspective totalisante, ce qui est

contestable, mais ne fait au fond que renvoyer à la crise de l'analyse marxiste ; soit que la lutte des classes en pays sous-développés est tellement différente de celles qui se déroulent en pays capitaliste avancé que le lien entre elles est seulement analogique ; ce qui aggrave la première hypothèse c'est supposer implicitement l'inexistence du phénomène de la lutte des classes au niveau mondial, et nier l'existence ou la possibilité d'un mouvement révolutionnaire international.

2° *Ou bien*, c'est relever au niveau analytique les différences dans l'évolution des forces productives et donc dans l'expression ou dans la nature de la lutte des classes. Ce qui est évident, mais réduit à néant l'accusation de confusion. Il est vrai que l'évolution différenciée des forces productives au niveau mondial se traduit par une évolution différenciée de l'expression de la lutte des classes dans chaque pays suivant l'état du développement ; mais ces différences ne font que renvoyer au phénomène total qu'est la lutte des classes au niveau international, qui lui-même doit nous permettre d'interpréter tous les niveaux spécifiques de sa manifestation comme contenant-contenu.

Poser les problèmes de la lutte révolutionnaire parmi les étudiants en France nous conduit nécessairement, dans un premier temps, à l'analyse de deux séries de problèmes.

Il nous faut, d'une part, caractériser la forme que prend la lutte des classes dans la société française, et la façon dont elle exprime la réalité du mouvement révolutionnaire international. Mais il nous faut, d'autre part, ressaisir la réalité de la lutte des classes en milieu universitaire, plus précisément retrouver derrière un certain nombre de manifestations apparentes la réalité explicative et totalisante de la lutte des classes en France. Pour le premier terme, nous nous contenterons ici d'avoir spécifié le rôle de la contradiction secondaire au sein du capitalisme français, et d'autre part, de faire référence à une analyse implicite chaque fois que nous en aurons besoin. Le terme qui nous intéresse est le second, qui passe par une analyse du groupe étudiant.

En effet, les étudiants traduisent à leur manière les contradictions générales de la société ; et c'est sous cet aspect très spécifique que prend la lutte des classes au sein de l'Université que doit se fonder la praxis du militant révolutionnaire parmi les étudiants ou leurs organisations. C'est la façon dont les étudiants vivent la situation qui leur est faite, et particulièrement la crise de l'Université et les réponses instinctives plus ou moins fantasmatiques qu'ils y apportent, que doit connaître le militant révolutionnaire, puisqu'il lui appartient de dévoiler tout à la fois le sens réel des conditions qui sont faites aux étudiants, en

leur donnant une explication totale, et l'inadéquation, la mystification, des réponses qu'ils y apportent.

Notre premier souci doit donc être l'analyse de ce milieu, c'est-à-dire de ce qui le constitue ou ne le constitue pas, tant au niveau de ses déterminants que de sa pratique concrète. Ses origines sociales sont connues et ne le fondent pas en tant que groupe homogène, mais au contraire lui donnent ce caractère d'extériorité ou d'inexistence dont les conséquences les plus exemplaires sont l'impossibilité de sécréter une pensée ou des clivages autonomes, même sur les questions qui le concernent le plus directement. Mais ce caractère indique aussi que la lutte des classes ne s'exprime pas telle quelle au sein de cet antigroupe et que chaque membre y participe à l'extérieur de l'institution qui l'unit temporairement aux autres. De là à conclure que ce qui constitue les étudiants en tant qu'étudiants n'est que la structure universitaire, seul point d'impact d'une pratique commune il n'y a qu'un pas, que d'aucuns franchissent aisément. D'autant plus aisément, qu'à considérer les conditions matérielles et intellectuelles de l'existence des étudiants, il est très facile de constater une différenciation extrêmement poussée, tant au niveau des conditions objectives qu'à celui des situations et des comportements-réponses à ces situations. Nous examinerons plus loin comment ce constat amène 1° à centrer toute activité syndicale sur les problèmes universitaires ; 2° plus précisément sur la structure « universitaire » comme seule réalité fondant une intervention autonome étudiante.

En effet, nous retrouvons les traits communs des étudiants dans les conditions de travail qui leur sont faites. Elles révèlent clairement la conception bourgeoise de l'enseignement et de l'étudiant : assistance, passage initiatique de l'enfance à la maturité, passivité, absence de liens entre la théorie et la pratique, travail autistique de constitution de sa force de travail, dépendance ; toutes caractéristiques d'une situation qui est faite à l'étudiant et renvoie aux méthodes d'enseignement, à son contenu, et aux structures universitaires, mais aussi à la place et à la fonction que la bourgeoisie assigne à l'Université là justement où se situe la crise, et où surgit la contradiction fondamentale du capitalisme¹⁰. Cette crise, profondément ressentie par les étudiants, est vécue à deux niveaux disjoints d'une part, au niveau politique ou technique (suivant le degré de conscience) en termes d'exté-

10. Cf. à ce sujet les analyses contestables parce qu'uniquement descriptives et phénoménologiques faites dans *Recherches Universitaires: Handicap et Inadaption*, n° 2, 1963, article de J. C. Polack.

riorité, c'est-à-dire en empruntant son expression à l'extérieur de l'institution où les étudiants pratiquent ; d'autre part, au niveau des comportements-réponses à la situation opprimante qui leur est faite, dont le caractère le plus général est une pratique mystifiée et imaginaire

Ce comportement est à l'origine du « folklore » étudiant, d'un certain nombre de rites, de modes vestimentaires qui constituent au sens sartrien du terme, l'étudiant en tant que tel et connotent son appartenance à une confrérie imaginaire. C'est la seule réponse qu'il peut apporter en tant qu'il est totalement en dehors du procès économique de production, en l'absence de la réponse signifiante et totalisante qu'apporte le marxisme. Ajoutons que l'impossibilité d'expression collective des problèmes réels des étudiants surdétermine les problèmes rencontrés dans chaque conscience individuelle à l'âge étudiant et en devient le support ; elle tend ainsi à entretenir dans le milieu toute une série de facteurs pathogènes, créant par là une pathologie étudiante dont les caractères spécifiques sont en train d'être mis à jour¹²

Retenons enfin un trait qui résume à lui seul l'ensemble du comportement étudiant et qu'une enquête récente sur le budget de l'étudiant vient de confirmer. Il s'agit de la dépendance telle qu'elle est vécue et ressentie par les étudiants¹³. En effet, lorsque l'on compare le pourcentage des étudiants effectuant un travail salarié extérieur à leurs études en fonction de leurs origines sociales et du fait qu'ils sont autonomes ou dépendants (dans leur mode de logement) par rapport à leurs parents, on constate :

1° Que ce sont les fils de rentiers et inactifs qui travaillent le plus et que les étudiants issus des professions libérales et cadres supérieurs sont les moins nombreux à travailler et travaillent le moins ;

2° Que les étudiants d'origine ouvrière ou fils d'employés travaillent beaucoup plus que les autres ;

11. Imaginaire au sens où la réponse concrète n'est pas adéquate au problème qu'elle entend résoudre ; elle n'est alors que l'image de ce qu'on voudrait qu'elle soit et que soit le problème dans le cadre répressif de la mystification idéologique. Chaque fois que nous utiliserons ce terme imaginaire, ce sera en ce sens sans nier l'existence ou la réalité d'un fait, il caractérise ce fait comme renvoyant à l'image que se donne l'individu de lui-même et non aux problèmes auxquels il prétend répondre.

12. L'expérience des Bureaux d'aide psychologique universitaires à la M.N.E.F. permet de mettre à jour dorés et déjà une répétition des caractères spécifiques de la pathologie étudiante.

13. Cf. *Recherches Universitaires*: « Enquête sur le budget de l'étudiant », n° 6-7, 1964.

3° Mais que, fait surprenant pour toutes les catégories sociales, y a un plus grand nombre d'étudiants dépendants qui travaillent que d'étudiants autonomes.

Cette dernière constatation est précisée par le fait que, dans la catégorie des étudiants travaillant plus de 10 heures (qu'on peut assimiler à une catégorie où le travail correspond réellement un besoin), le pourcentage d'étudiants autonomes et dépendants se différencie par l'origine sociale. Là, en effet, les autonomes fils d'agriculteurs, d'employés et d'ouvriers sont plus nombreux à travailler que les dépendants de même origine ; cela apparaît plus clairement dans le rapport des étudiants travaillant plus de 10 heures au total des étudiants qui travaillent.

Nous pouvons reprendre sur ce point les explications données par les auteurs du commentaire :

« L'explication du fait que le pourcentage des étudiants autonomes qui travaillent soit systématiquement plus bas que celui des DÉPENDANTS (exception faite de fils de rentiers et inactifs, cas sur lequel nous reviendrons) peut résider en ceci :

« 1° D'une façon générale, s'ils travaillent moins, en fait la quantité de travail qu'ils fournissent est plus grande, autrement dit, ils sont plus nombreux à travailler au-delà de 10 heures.

« 2° Ce premier point ne correspond en fait qu'au comportement des étudiants fils d'agriculteurs, d'employés et de rentiers-inactifs (pour ces derniers, ils travaillent plus quand ils sont autonomes de surcroît). Autrement dit, pour ces catégories, le travail est un « travail-besoin » ou un « travail-nécessité ».

« Le comportement des catégories patrons de l'industrie et du commerce, professions libérales et cadres supérieurs, ainsi que, cadres moyens, en fait inverse, s'explique par le fait que le travail est soit un « travail argent de poche », soit, plus profondément, un travail qui traduit leur besoin psychologique d'émancipation et d'adultéité, dont le support concret le plus apparent est le travail.

Ainsi s'expliquerait le fait que plus ils sont dépendants, plus ils travaillent et plus encore ils travaillent en quantité. Il semble qu'ici l'origine sociale joue à plein pour donner à un même comportement apparent deux significations opposées. Il reste en fait à expliquer le comportement des fils d'ouvriers qui est semblable à celui des catégories les plus aisées - sous réserve d'un biais, qui n'est pas à exclure : compte tenu de l'étroitesse de l'échantillon ouvrier, on peut penser que seuls les fils d'ouvriers assurés de leur situation matérielle soit par une bourse, soit par une aide importante des parents sont présents à l'Université. Si l'on admet cette hypothèse, leurs réactions ont de fortes chances d'être similaires à celles des

*catégories plus aisées puisque là aussi jouera un désir très vif de ne plus se sentir à la charge de tiers*¹⁴.

Quelles que soient les critiques qu'on puisse apporter à la notion *dépendants* telle qu'elle est définie¹⁵, il est permis d'en tirer une indication quant au modèle de réponse, qui tend à être celui de tous les étudiants de par le mode d'appréhension de la situation contradictoire qui leur est faite. Ainsi, une proportion importante des étudiants de toutes les catégories sociales travaille même si apparemment ce sont ceux d'origine modeste qui travaillent le plus ; mais d'autre part, plus les étudiants d'origine aisée sont *dépendants*, plus ils travaillent, ce qui ne peut renvoyer qu'à un comportement-réponse du milieu, en tant que ce sont bien ces étudiants qui sont représentatifs du milieu. Reprenons sur ce point la conclusion du numéro de *Recherches universitaires*.

Sur un autre plan, celui du travail salarié en dehors des études, le facteur autonomie-dépendance est particulièrement présent, lié en cela au niveau des ressources et au mode de recherche de ces ressources. On assiste ainsi à une sorte de consécration institutionnelle

14. Op. cit. Cf. tableau ci-dessous.

	Autonomes travaillant	Dépendants travaillant	Autonomes travaillant plus de 10h	Dépendants travaillant plus de 10H
Agriculteurs	37,5 %	55,9 %	19,7 % (52,5 %)	11,8 % (21,1 %)
Patrons de l'industrie et du commerce	29,0%	45,2%	11,2% (38,6%)	19,6% (57,1%)
Professions libérales et cadres supérieurs	19,1%	30,0%	4,6% (24,1%)	5,2% (10,7%)
Cadres moyens	19,9 %	42,2 %	8,4 % (42,3%)	15,3 % (36,2%)
Employés	33.4 %	59,9 %	18,3 % (54,8%)	15,8 % (26,3%)
Ouvriers	22,6 %	57,2 %	16,9 % (74,8%)	19.0 % (33,2%)
Rentiers - Inactifs	28,6 %	20,0 %	22.5 % (78,7%)	11.4 % (57,0%)
Les chiffres entre parenthèses des colonnes 3 ou 4 expriment le pourcentage par rapport aux colonnes 1 ou 2				

15. Le couple autonomie-dépendance se réfère uniquement au critère du logement. Sont *dépendants* les étudiants habitant chez leurs parents ou chez un parent. La catégorie autonome se définit par tous les autres modes de logement (chambre en ville, cité universitaire, hôtel, etc.).

du travail salarié, en tant que pratique constante ou modèle de pratique étudiante. On rapprochera ce fait d'un autre, beaucoup plus connu au niveau des stéréotypes, le phénomène des tapirs chez les normaliens, sorte d'institution dont la signification ne peut être recherchée dans un réel besoin matériel de la part de ceux qui la pratiquent, mais bien plus dans le sens d'une conformité (ou d'une recherche de la conformité pour aboutir à une intégration au groupe plus forte), d'un comportement de groupe des normaliens.

Si effectivement on peut, légitimement distinguer le travail « argent de poche » et le « travail besoin », il n'en reste pas moins que la pratique d'un travail extérieur aux études conserve une signification globale par rapport au problème de dépendance, compte tenu de la médiation du besoin matériel ¹⁶

Pour partielle que soit cette analyse purement sociologique, elle nous apporte la confirmation d'un fait important : à savoir que la réponse apportée par les étudiants à leur problème central, ressenti comme celui de la dépendance à tous les niveaux, se fait dans et par un comportement homogène, ou un modèle de comportement unifiant le milieu, dans sa tentative pour s'identifier à la réponse adéquate à ses aliénations ou aux contradictions qu'il rencontre dans sa pratique.

En fait, vécu au niveau de la conscience individuelle, ce problème se traduit dans le groupe par un affrontement idéologique le plus souvent implicite. Aux problèmes individuels d'une adolescence prolongée à laquelle aucune solution réelle ne peut être trouvée en raison de la non-insertion socio-économique d'une pratique tout entière narcissique, s'ajoute la crise même de la structure, pour les sur-déterminer et induire une fuite dans le verbe et le geste magiques, cherchant son sens dans une pratique mystificatrice. Cette pratique par laquelle l'étudiant tente d'assumer l'être imaginaire qu'il se fabrique, en référence au modèle d'être constitué vers lequel il tend, renvoie le milieu perpétuellement à lui-même sous les formes les plus matérielles que revêt sa dépendance, et le condamne ainsi à ne jamais se reconnaître comme milieu, sinon en tant qu'image à détruire. Il exprime à son niveau spécifique le phénomène général de la lutte des classes sur le seul mode qui peut lui être propre, le niveau idéologique mystificateurs renvoyant aux images adultes que lui fournissent les idéologies qui s'affrontent dans la société : l'idéologie bourgeoise et l'idéologie marxiste.

Rien d'étonnant alors si c'est son statut au sein de l'université

16. Op. cit.

et de la société que met en cause l'étudiant, et s'il ne peut le faire que par le biais (ou la référence à) un affrontement de deux conceptions de l'adulte et de l'homme. Rien d'étonnant non plus si c'est là le sort commun de tous les étudiants, indépendamment de leur origine sociale, en tant qu'ils sont confrontés dans leur travail à une situation commune. Son origine de classe n'évite rien à l'étudiant d'origine prolétarienne ou moyenne ; au contraire, souvent, du fait de sa minorisation dans le milieu et de la pression grandissante de l'idéologie de la « promotion ouvrière ». La façon dont l'oppression pèse sur lui au niveau matériel, il ne pourra l'exprimer qu'en tendant plus encore vers cette conformité étudiante, ou en s'engageant à l'extérieur de l'Université dans les organisations de sa classe.

En d'autres termes, donner pour premier souci aux organisations étudiantes les « étudiants défavorisés » est une illusion parce que la conscience de classe de ceux-ci ne peut naître qu'au sein de leur classe et non dans l'Université. Ainsi, il n'y a pas lieu d'orienter de façon prioritaire l'action de l'organisation étudiante révolutionnaire à l'Université vers les représentants des couches d'origine prolétarienne, puisque c'est à dévoiler les racines de tout le projet-réponse des étudiants qu'elle doit s'attacher.

Que ce comportement étudiant puisse s'analyser comme un vécu imaginaire, il n'en reste pas moins qu'étant « agi » au niveau concret, il se présente, comme la réponse-type, mystifiée, où se rompent les sens à donner aux problèmes de tous ordres qu'il rencontre. A ce titre, il est nécessaire aux militants révolutionnaires d'en connaître, pour pouvoir dénoncer la part de mystification qu'il renferme et le resignifier de façon totalisante dans la perspective de la lutte de classe. Ce détour important est le seul qui permette de valider une praxis révolutionnaire au sens d'un dévoilement remis en perspective des conditions objectives.

L'incapacité du groupe de rendre compte du phénomène de la lutte des classes autrement qu'en le scotomisant totalement ou qu'en le recomposant uniquement au niveau de modèles culturels antithétiques, en adéquation avec sa pratique idéologique imaginaire, indique bien toute l'importance du phénomène culturel au niveau de la prise de conscience (et des possibilités de pré dévoilement qu'il autorise), mais aussi un niveau d'intervention privilégié de la praxis révolutionnaire en tant que, ressaisissant ce phénomène dans une totalité signifiante, elle peut. lui ôter son sens mystifié et permettre l'accession à la conscience révolutionnaire.

Nous touchons là une caractéristique profonde du groupe étu-

diant, qui va nous servir à le spécifier dans sa pratique imaginaire. En effet, la particularité de ce groupe anti-groupe, tient, semble-t-il, à ce que nous appellerons son *extériorité-intériorité*. Il s'agit d'un groupe qui est dans l'incapacité de se constituer en tant que tel de façon autonome, parce que tout entier extérieur à lui-même dans ses déterminants, autrement que sur le mode de la production idéologique de qualités internes et spécifiques imaginées ces qualités reposant sur des modèles de comportements réels spécifiques, renvoyant à son extériorité. (c'est-à-dire aux, idéologies s'affrontant dans la société traduites concrètement dans des comportements effectifs dont le sens, emprunté à l'extérieur, s'impose à l'intérieur dans une interprétation adéquate en rupture totale avec son sens originel, et ce parce qu'il n'a plus aucun lien avec une pratique socio-économique et une base matérielle).

Ainsi le groupe se structure « en milieu », avec ses traits, ses manies, ses modes, comme réponse à la fois à une réalité qui le nie en tant que tel, et aux contradictions auxquelles il se heurte dans sa pratique. Tout se passe comme s'il y avait importation idéologique de sens, jointe à une réinterprétation adéquate, à une volonté de surmonter ses propres contradictions dans un consensus factice.

En bref, l'étudiant affronte une situation de crise dont le sens lui échappe, et dont il ne perçoit que les manifestations déformées, idéologiquement ou préhensibles au seul niveau de son quotidien personnel : insuffisance de sa formation ; inadaptation du contenu de son travail avec la réalité de son insertion professionnelle imaginée à venir ; inadaptation des méthodes de transmission du savoir aux réalités dont il n'a que la vision déformée idéologiquement, invérifiable, donnée par la diffusion interne et externe de l'idéologie bourgeoise ; sentiment très intuitif d'une faillite qu'il situe soit au niveau de la morale, soit au niveau d'un monde clos, incompréhensible, refusant de s'ouvrir (celui de ses professeurs), d'une part, et d'autre part des difficultés matérielles réelles rencontrées tant dans sa pratique universitaire (manque de places, de professeurs, cherté des livres, des photocopiés) que dans les conditions matérielles de son existence: manque de logement, de restaurants universitaires, etc.

Ainsi, l'étudiant et son groupe, exclus de la pratique socio-économique « adulte »¹⁷, entretenus dans un état de dépendance

17. Il est intéressant de constater que les étudiants figurent au classement socio-professionnel de l'I.N.S.E.E. dans la catégorie « Inactifs » ; au même titre que les vieillards, les agents de police, le clergé et les prostituées.

oppressif vis-à-vis de la famille, des professeurs, de la faculté et de l'État, vivent la lutte des classes sous un mode idéologique pur ; ils cherchent à s'affranchir des contraintes à la fois en les acceptant et par une évasion qui leur rende leur intégrité.

Les organisations étudiantes et particulièrement le syndicat rentrent dans ce cadre d'explications ; le syndicat n'est lui-même qu'une importation, mais dont le fonctionnement est adapté aux mythes du milieu il est partie intégrante à la réponse globale du milieu aux contradictions qu'il rencontre tant dans sa pratique universitaire qu'en lui-même. Unifiant par principe et hypothèse, il pose les problèmes dans le langage étudiant et renvoie sa problématique au milieu et se fait le reflet imaginaire d'une idéologie étudiante forgée de façon cohérente. Tout comme le travail salarié extérieur, l'institutionnalisation du syndicat est un même type de réponse idéologique renvoyant au modèle d'adultéité latent dans le milieu, traduit dans des pratiques concrètes. La définition de l'étudiant comme jeune *travailleur* intellectuel, l'aspiration au *salariat*, connote idéologiquement l'institution syndicale ; elle ne peut plus être alors qu'un moyen pour le milieu d'exprimer les problèmes tels qu'il se les pose et tente de les résoudre ; elle ne peut qu'être la traduction institutionnelle d'une mystification idéologique qui est, nous l'avons vu, la façon dont le milieu surmonte sa contradiction originelle et interprète les contradictions rencontrées au niveau de sa pratique. Mais il est intéressant de pousser à fond l'analyse et de montrer que ce syndicat, comme les comportements étudiants, n'est encore qu'un cercle vicieux où le groupe s'enferme pour se constituer, puisqu'il ne peut jamais dépasser sa propre nature sans risquer soit de se dissoudre, soit de ne plus comprendre le milieu et de ne plus être compris par lui. D'où les deux conséquences suivantes

1° Le syndicat ne peut jamais poser les problèmes dans leur réalité de classe, ni même souvent dans leurs termes objectifs :

2° Les clivages politiques en son sein sont soit mystifiés et renvoient au clivage mystifié du milieu, soit ne se situent que dans l'appareil sans jamais atteindre le milieu qui ne saurait les appréhender lorsqu'ils se posent en termes réels.

Mais plus graves encore sont les conséquences au niveau des revendications avancées par le syndicat. Elles peuvent être de deux ordres : ou *bien* de purs produits mystificateurs, sans effet opératoire autre que sur le milieu qui s'y reconnaît en tant que milieu (il en est ainsi de la revendication du salaire, justifiée parce que « l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel et son

travail mérite salaire ¹⁸ ») ; ou *bien* des problèmes réels qu'il est possible de constater, mais dont la formulation et la solution ne peuvent que renvoyer le milieu à lui-même en lui renvoyant sa propre mystification.

Enfin, la tentative toujours possible d'exposer dans leur réalité exacte les problèmes rencontrés, se heurte soit à l'incompréhension, soit à une réinterprétation déformée par le langage idéologique, au niveau de la pratique syndicale. Celui-ci requiert que la formulation reste très partielle, d'un niveau politique très faible. C'est à cela que la gauche de l'U.N.E.F. s'est heurtée.

Il n'y a donc pas, pour le syndicalisme étudiant, de revendication économique stricto sensu; car celle-ci n'a de sens que par rapport à une normalité de conditions qui est le lieu de rencontre de toutes les mystifications du groupe. De ce fait, les revendications ne peuvent servir à fonder une praxis révolutionnaire, car elles ne font que renvoyer le groupe à lui-même en l'absence du lien économique du salaire, sur lequel seul pourrait s'appuyer une analyse dévoilante. En d'autres termes, l'absence d'une situation de classe hypothèque au départ toute revendication économique en la retournant sur elle-même. Il en résulte que seule la prise de conscience politique, par le biais idéologique, est capable de faire passer les étudiants du côté de la classe ouvrière et de les structurer sur une base d'appartenance de classe, indépendamment de leur origine sociale. Mais, pour déterminer pareille prise de conscience, il faudrait d'abord briser à tous les niveaux les cercles vicieux, en en dévoilant la racine.

Fonder la prise de conscience des étudiants sur une contestation de leur statut de passivité, c'est déjà, en fait, reprendre leur langage; ce qui les conduira à se tourner contre leur professeur parce que dans le langage mystifié qui est le leur, les oppresseurs ne peuvent être que ceux-là; parce que le dévoilement partiel ne leur permet pas de sortir du cercle vicieux dépendance-révolte; parce qu'ils ne peuvent se comprendre que par une idéologie mystificatrice. Par le fait, d'ailleurs, que les professeurs, eux aussi victimes de la structure et du modèle bourgeois, se comportent objectivement en agents de classe, ils ne font que légitimer le langage étudiant qui conduit inéluctablement à identifier le professeur à l'oppresseur, à l'ennemi de classe. S'en tenir là ne peut

18. Cette seule phrase peut être un résumé saisissant des déformations idéologiques du milieu et du type de réponse qu'il tente d'apporter aux problèmes qui se posent à lui, non seulement au niveau du langage, mais aussi au niveau de la démarche implicite qui tente de constituer le milieu en réponse aux problèmes de son existence matérielle, en une totalité, justifiée et justifiante.

conduire qu'à ces phénomènes aberrants (mais aberrants seulement au niveau d'une analyse en termes de classe, et non en termes de respect dû au savant)

Il importe donc, si mutilée que soit l'expression syndicale en milieu étudiant, et si opaque qu'elle soit à l'expression révolutionnaire, d'éviter au premier chef la formulation de revendications se retournant contre elles-mêmes dangereusement, en tant qu'elles renforcent la mystification étudiante. Elles iraient à l'encontre d'un but, qui ne peut être que partiellement rempli par sa nature même, et qui est de redonner son sens à la réalité. Le choix des revendications et le choix de leur formulation devient ainsi un problème d'importance. On aurait tort de croire que les significations politiques d'une revendication corporatiste puissent se dévoiler « progressivement »; elles ne se dévoileront que si elles sont posées d'emblée, à tous les niveaux, en termes de classe et de contradictions fondamentales. Les revendications concernant le statut de l'étudiant, la réforme de l'enseignement et celles contre la technocratisation de l'Université, sont profondément justes si elles sont situées en termes de classes et au sein des contradictions générales de la société; sinon, quelle que soit l'intention de ceux qui les proposent, elles ne seront reprises (si elles le sont) par le milieu que dans la mesure où elles sont conformes à l'image qu'il a de lui, c'est-à-dire de façon mystifiée, conduisant à des aberrations politiques ou au corporatisme le plus plat.

Par ces remarques, nous ne faisons que marquer le caractère à la fois profondément réformiste du syndicat et l'ambiguïté de toute pratique ou de tout projet révolutionnaire en son sein.

Ainsi, le phénomène peut s'analyser en termes de circularité comme l'essai de pseudo-totalisation perpétuelle d'un groupe cherchant se constituer en image de soi, qui ne fait jamais que le renvoyer à lui-même et se perdre finalement comme vérité.

La prise de conscience de ce groupe sur une base d'appartenance de classe ne peut donc passer que par une destruction de lui-même ou par la reconnaissance de son extéro-détermination. Sa prise de conscience politique ne peut se faire que s'il se nie en tant qu'étudiant au sens où il l'entendait, c'est-à-dire s'il s'affirme en tant qu'il est autre chose qu'étudiant avant de l'être¹⁹.

Antoine GRISET et Marc KRAVETZ

(A suivre.)

19. L'exemple cubain, dans son champ historique donné, en est une illustration.